



INTERNATIONAL
DAY for the
ERADICATION
of POVERTY
17 OCTOBER



Journée internationale des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté

Mettre fin à la maltraitance sociale et institutionnelle Assurer le respect et un soutien approprié aux familles

Le 17 octobre, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, est une journée de rassemblement, une journée où l'on place les plus démunis au premier plan, et une journée où l'on s'engage à nouveau à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. Les personnes en situation de pauvreté sont au cœur de chaque commémoration du 17 octobre et à l'origine du choix du thème au niveau mondial. La commémoration de 2025 sera axée sur le respect et le soutien approprié aux familles. Nous devons mieux comprendre pourquoi la pauvreté persiste et pourquoi, malgré les efforts déployés par les parents, leurs enfants continuent de connaître les mêmes privations. Nous devons mieux comprendre la réalité de la pauvreté telle qu'elle est vécue par les personnes concernées, afin de leur apporter un soutien approprié. En nous concentrant sur les familles, nous continuons à mettre en lumière les dimensions cachées de la pauvreté. Nous rendons visible la maltraitance sociale et institutionnelle dont elles sont victimes au quotidien, y compris les situations de séparation familiale dues à la pauvreté, et la nécessité urgente d'y mettre un terme.

**« Les enfants des quartiers pauvres sont rejetés, stigmatisés et marginalisés au lieu d'être davantage soutenus. »
(Maurice)**

**« Nous continuons à subir des maltraitements institutionnels. Cela fait partie de la vie quotidienne dans les établissements d'enseignement et les centres de santé. Surtout, les enfants, les mères célibataires, les personnes âgées et les enfants de moins de 18 ans sont victimes de maltraitance. Les femmes enceintes souffrent. Personne ne dit rien, personne ne fait rien, comme si c'était normal. Nous devons nous unir à la souffrance de nos voisins. Nous devons faire entendre ces réalités et porter nos voix dans le monde. »
(contribution collective, Pérou)**

**« La maltraitance sociale et institutionnelle est l'une des plus grandes formes d'injustice que nous connaissons actuellement dans nos communautés. Parce que ceux qui appartiennent aux classes sociales supérieures sous-estiment les personnes issues des classes sociales inférieures. »
(contribution collective, République démocratique du Congo)**

« Pour la maltraitance institutionnelle, nous voulons mettre l'accent sur la maltraitance qui touche particulièrement les familles séparées par la pauvreté. » (Jean V., France)

Vivre dans la pauvreté signifie être confronté à des choix difficiles et contraints. C'est être ignoré, exclu et exploité, se sentir insécurisé, désespéré et impuissant. La réalité de la vie dans la pauvreté, c'est aussi ne pas pouvoir déclarer un enfant à la naissance ou avoir peur ou n'être pas en mesure de demander le soutien des institutions qui ont pour mission, précisément, d'aider les personnes vivant dans les circonstances les plus difficiles. Les expériences quotidiennes d'injustice et de déshumanisation sapent l'estime de soi, détruisent l'action personnelle et privent les personnes de leur dignité et de la possibilité d'échapper à la pauvreté.

Il faut distinguer pauvreté et négligence. Les désavantages socio-économiques qui touchent de manière disproportionnée les familles en situation d'extrême pauvreté, y compris les groupes autochtones ou d'autres groupes historiquement discriminés, sont souvent considérés à tort comme de la négligence. Cet amalgame conduit la société et les autorités à condamner les parents confrontés à des choix impossibles. Une mère peut être obligée de laisser ses enfants sans surveillance alors qu'elle travaille de longues heures pour pouvoir nourrir sa famille. Dans d'autres contextes, l'extrême pauvreté peut contraindre les parents à confier leurs enfants à des orphelinats ou à travailler comme domestiques. La faim et les privations peuvent conduire les enfants dans la rue, faisant d'eux des cibles faciles pour les gangs, les abus ou d'autres formes d'exploitation. La pauvreté est l'échec collectif de politiques et de pratiques qui perpétuent la discrimination et les désavantages économiques des personnes les plus délaissées.

Mettre en lumière la maltraitance sociale et institutionnelle ne consiste pas à attribuer des blâmes, mais à appeler à une meilleure compréhension de la pauvreté, ainsi qu'à des actions de soutien fondées sur des données probantes.

De nombreux fonctionnaires, travailleurs et bien intentionnés, se voient contraints de se conformer à des réglementations contre-productives. Les interactions des personnes en situation de pauvreté avec les institutions sont souvent caractérisées par le jugement, l'assujettissement, la conformité et le contrôle. En particulier pour les demandeurs d'aide sociale, les mécanismes de surveillance portent atteinte à la vie privée et aux droits humains. Dans certains pays, les parents en situation de pauvreté sont confrontés à des enquêtes intrusives et déstabilisantes (inspections à domicile, visites à l'école, etc.) qui exacerbent les difficultés auxquelles ils sont confrontés. Ces enquêtes conduisent parfois à retirer inutilement des enfants de leur foyer, non en raison d'abus physiques ou d'actes répréhensibles commis par les parents, mais en raison de difficultés financières et de privations. La séparation familiale peut avoir des conséquences traumatisantes et durables si la priorité n'est pas accordée aux souhaits des enfants relativement aux contacts qu'ils veulent maintenir avec leur famille. Les politiques et les pratiques qui allouent davantage de ressources aux services de séparation et de surveillance des familles qu'à la prise en charge efficace des besoins des familles devraient être revues et abandonnées. Quoique les contextes varient, l'expérience montre que la majorité des parents et des enfants préfèrent rester ensemble et se soutenir face à la misère, en dépit de toutes les forces qui les séparent.

« La société peut maintenir cette situation ou aider ces enfants à contribuer à la construction de la société de demain. La manière dont nous agissons aujourd'hui décide de leur avenir. » (contribution collective, Tanzanie)

Travailler ensemble pour soutenir les familles.

Nous devons aux enfants, aux parents et à la société de trouver ensemble de meilleures solutions. Les politiques familiales sont essentielles à la réalisation de nombreux objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux liés à l'élimination de la pauvreté, à la santé, à l'éducation, à l'égalité des genres, à l'inclusion sociale, au travail décent et à l'ODD 16 relatif aux institutions justes et pacifiques. Ces politiques doivent interagir entre elles et se compléter, à travers les différents secteurs et niveaux politiques (local, national, international). Nos politiques et nos actions doivent être guidées par les réalités de la vie des personnes en situation de pauvreté et formulées avec la participation active, informée et significative de celles-ci. C'est la seule façon de construire un environnement respectueux et favorable qui permette aux familles de sortir de la pauvreté, donne aux enfants les moyens de se prendre en charge et crée une société plus juste et plus équitable.

*« Les parents sont les premiers à se lever pour empêcher leurs enfants de vivre dans la pauvreté... »
(contribution collective, Pays-Bas)*

Nous devons aller de l'avant pour garantir le respect et un soutien approprié aux familles :

- créer des institutions qui placent les personnes au premier plan – s'éloigner d'une culture de méfiance, de surveillance intrusive et de contrôle pour se rapprocher d'une culture de confiance, de respect et de collaboration ;
- reconnaître les efforts que les parents en situation de pauvreté font déjà et les soutenir de manière appropriée afin d'assurer un meilleur avenir pour eux-mêmes et leurs enfants ;
- transformer les institutions de protection de l'enfance en un système de soutien à l'ensemble de la famille, en renforçant les capacités des parents à s'occuper de leurs enfants et à sortir de la pauvreté persistante.

« Les parents, la société civile, les institutions publiques et les organisations internationales doivent unir leurs forces pour construire un environnement dans lequel les enfants peuvent s'épanouir. » (Omar M., Sénégal)

Malgré les crises et les multiples défis qui se présentent à nous, le 17 octobre est synonyme d'espoir. En tendant la main, en donnant la priorité aux plus démunis, en favorisant la compréhension et en trouvant des solutions ensemble, nous pouvons mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes, partout.

Commémorée depuis 1987 en tant que Journée mondiale du refus de la misère et reconnue par les Nations unies en 1992, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté favorise le dialogue et la compréhension entre les personnes en situation de pauvreté, leurs communautés et la société dans son ensemble. « Elle représente une occasion de reconnaître les efforts et les luttes des personnes vivant dans la pauvreté, une chance pour elles de faire entendre leurs préoccupations, et un moment pour reconnaître que les pauvres sont en première ligne dans la lutte contre la pauvreté. » (Nations Unies, Rapport du Secrétaire Général, A/61/308, para. 58)

Cette note explicative, préparée par le Comité international du 17 octobre, s'inspire de la consultation mondiale menée par le Forum pour le refus de la misère sur le thème du 17 octobre avec des personnes en situation de pauvreté et des organisations travaillant en étroite collaboration avec elles, ainsi que de la recherche participative sur les dimensions cachées de la pauvreté menée par ATD Quart Monde et l'Université d'Oxford. Les opinions exprimées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies ou de ses États membres.

De plus amples informations sur les initiatives, les événements et les activités marquant le 17 octobre dans le monde sont disponibles sur les sites de l'[UNDESA](#) et du [Forum du refus de la misère](#).

Comité international 17 octobre, 12 rue Pasteur F-95480 Pierrelaye, France - international.committee@oct17.org